



APPEL A PROJETS 2016

**Projets de recherche
dans le domaine des effets de l'exposition aux
facteurs de risques environnementaux sur le cancer**

L'ITMO Cancer de l'alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (AVIESAN) en collaboration avec INCa et l'Inserm met en œuvre le volet recherche du Plan cancer, le budget dédié aux différentes actions (appels à projets, appel à candidatures, soutien à des cohortes, plateformes et centres de recherche intégrés, ...) est d'environ 30M€ en 2016.

Toutes les informations sur le Plan cancer sont disponibles à cette adresse : www.e-cancer.fr/le-Plan-cancer

Soumission en ligne :

https://www.eva2.inserm.fr/EVA/jsp/AppelsOffres/CANCER/index_F.jsp

Date limite : 20 Novembre 2015

Contact: plancancerevr@inserm.fr

SOMMAIRE

1.	<i>Contexte et objectifs de l'appel à projets</i>	3
2.	<i>Champs de l'appel à projets</i>	3
3.	<i>Critères d'éligibilité et d'évaluation des projets</i>	5
3.a.	Critères d'éligibilité.....	6
3.b.	Critères d'évaluation.....	6
4.	<i>Calendrier de l'appel à projets</i>	7
5.	<i>Règlement administratif et financier</i>	7
5.a.	Champ d'application.....	8
5.b.	Contenu du dossier	8
5.c.	Les Organismes gestionnaires	8
5.d.	Le Coordinateur	9
5.e.	Durée du Projet.....	9
5.f.	Acte attributif d'aide	9
5.g.	Subvention allouée.....	10
5.h.	Rapports scientifiques et financiers.....	13
5.i.	Autres engagements du Coordinateur et de l'Organisme gestionnaire	14
5.j.	Ordonnateur – comptable assignataire.....	14
5.k.	Contrôle technique et financier	14
5.l.	Publications – communication	14
5.m.	Propriété intellectuelle.....	15
5.n.	Confidentialité	15
5.o.	Protection des données personnelles.....	16
5.p.	Règlement des litiges	16
5.q.	Entrée en vigueur du règlement	16
6.	<i>Modalités de soumission</i>	16
6.a.	Dossier de candidature.....	16
6.b.	Procédure de soumission électronique.....	17
6.c.	Format papier	17
7.	<i>Publication des résultats</i>	17
8.	<i>Contacts</i>	18

1. Contexte et objectifs de l'appel à projets

Les différentes activités humaines et les développements technologiques qui y sont associés, génèrent une diversité croissante d'agents physiques, chimiques ou biologiques ainsi que des conditions environnementales ayant des risques potentiels sur la santé humaine. Le cancer représente la première crainte de maladie liée à des expositions à ces facteurs disséminés dans l'environnement. Selon l'Institut de Veille Sanitaire (InVS), 5 à 10 % des cancers seraient liés à l'exposition environnementale. Une estimation précise est malgré tout difficile en raison des incertitudes liées à la méconnaissance de la toxicité de certains produits, au caractère complexe des expositions (continues, répétées, phases de la vie, plusieurs produits, plusieurs voies d'exposition, à faibles doses), à l'absence de spécificité des atteintes liées aux facteurs environnementaux et aux limites de l'épidémiologie environnementale.

Ce programme doit permettre de développer de nouveaux outils d'évaluation des facteurs environnementaux sur la survenue de cancer. L'effort de recherche doit permettre d'apporter une meilleure connaissance sur l'apparition et le développement des cancers secondaires à l'exposition à des facteurs environnementaux incluant des agents chimiques, biologiques et/ou physiques, générés par l'habitat, la société et le mode de vie urbain ou des facteurs climatiques. Les projets devront prendre en compte et évaluer les interactions, ainsi que les expositions multi-voies ou prolongées. Les effets des expositions devraient être placés dans le cadre des nouvelles connaissances sur le développement des cancers, notamment les mécanismes de la progression cancéreuse et de sa dissémination, le rôle du métabolisme, de l'environnement tumoral et de l'angiogenèse.

Des projets de type exploratoire pourront être financés aux côtés de projets plus ambitieux dont les développements nécessitent une mobilisation pluridisciplinaire (biologie, génétique, immunologie, environnement, toxicologie, clinique, mathématiques,..) afin d'améliorer le diagnostic et l'étiologie des cancers, d'identifier les mesures de prévention adaptées pour réduire leurs effets potentiellement nocifs sur la santé humaine. Il s'agit de rassembler des connaissances permettant de raccourcir le délai de l'exposition à facteurs de risques et sa traduction en mesures de prévention et de structurer les éléments permettant la prise de mesures de gestion adaptées.

A noter qu'au-delà de l'acquisition de connaissances, la mise en place de nouveaux règlements nationaux (Directive Cadre sur l'Eau) et internationaux (REACH), imposent la mise au point et le développement de nouvelles méthodes alternatives pour la mesure, la modélisation et la caractérisation des effets des facteurs de risques environnementaux physiques ou chimiques sur la santé.

Cet appel à projets est organisé par l'ITMO Cancer de l'alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (AVIESAN), avec la collaboration de l'INCa. La gestion opérationnelle a été confiée à l'Inserm. Cette mesure est articulée avec le volet recherche du Plan National Santé Environnement 2 dont elle complète les démarches et le financement pour les maladies cancéreuses.

2. Champs de l'appel à projets

Le présent appel à projets couvre tous les projets de recherche visant à l'amélioration de la connaissance des effets différés de l'exposition des individus à des facteurs de risques liés à l'environnement, en termes d'analyse des risques d'apparition et de progression des cancers. Il s'agit des facteurs physiques (rayonnements, ondes,...), chimiques (métaux et leurs formes chimiques, composés organométalliques, composés organiques, nanomatériaux, résidus de médicaments), ou biologiques (toxines, gènes, virus). Leurs produits de dégradation ainsi que leurs possibles interactions sont également à prendre en compte.

Le développement de ces nouveaux projets doit permettre d'examiner la part de risques environnementaux et leurs interactions avec les facteurs biologiques, les facteurs socio-comportementaux et les évolutions d'ensemble des écosystèmes dans la survenue de tumeurs.

Sont éligibles les domaines suivants:

- ✚ Etudes expérimentales ou cliniques de l'impact des facteurs de risques environnementaux et de leurs produits de transformation, (incluant ceux issus des produits de nouvelles technologies et des perturbateurs endocriniens) sur l'apparition et le développement des cancers.
- ✚ Caractérisation des expositions des champs électromagnétiques non ionisants, des rayonnements ionisants et des radionucléides et de leurs effets biologiques potentiels en fonction des conditions d'expositions.
- ✚ Développement de modèles expérimentaux d'analyse des effets de l'environnement sur la survenue des tumeurs: développement de modèles toxicologiques pertinents utilisant des méthodes in vitro de génomique, transcriptomique, protéomique ou métabolomique, des méthodes alternatives de cultures cellulaires en remplacement de modèles animaux existants, de nouveaux modèles animaux de "pathologies environnementales" (sur animaux conventionnels ou génétiquement modifiés, notamment animaux humanisés), également à partir de nouveaux outils de transposition in vitro-homme ou animal-homme. Lorsque c'est éthiquement possible, des études chez l'Homme, à visée cognitive ou appliquée, peuvent être envisagées.
- ✚ Développement de modèles expérimentaux permettant d'explorer les interactions complexes résultant de l'exposition à de multiples facteurs environnementaux (réalistes par rapport aux doses et aux conditions d'exposition naturelles et aux grandeurs et unités utilisées en radiobiologie et radioprotection), et de définir l'impact des expositions prolongées à de faibles doses en exposition chronique; relations doses-effets et paramètres temporels de la relation entre exposition et survenue de maladie en prenant en compte des modes de transmission (inhalation, contact, ingestion, transfert cutané ou transplacentaire,...), des mécanismes de transfert vers des organes cibles.
- ✚ Développement de modèles adéquats de transmission d'effets toxiques, des effets cumulés des facteurs de risques environnementaux, identification des gènes ou de modifications génétiques et ou épigénétiques de susceptibilité individuelle et d'identification de populations à risques.
- ✚ Caractérisation des mécanismes d'actions des facteurs environnementaux sur les processus biologiques normaux ou en condition pathologique sur le vivant au niveau moléculaire et cellulaire par des études génétiques, épigénétiques, physiopathologiques, toxicologiques, étude de la toxicocinétique et de la toxicodynamique, vis à vis des pathologies cancéreuses.
- ✚ Analyse de l'évolution de ces mécanismes en fonction du temps d'exposition, de la nature de l'exposition (multi-expositions), de l'état physiologique (âge) ou des caractéristiques individuelles.
- ✚ Caractérisation de biomarqueurs métaboliques d'effets d'expositions à des seuils variables notamment à faibles doses de contamination, d'ordre toxico-cinétique (compartiment de stockage tel que le tissu adipeux, le compartiment protéique, hépatique...), ou d'ordre épigénétique et génétique (réparation des dommages), incluant les biomarqueurs de prédiction précoce de la transformation et de susceptibilité.
- ✚ Développement de méthodes biomathématiques, statistiques, d'outils de modélisation de données environnementales et de leurs interactions avec les facteurs biologiques et socio-comportementaux, des modèles d'estimation des effets cancérigènes liés à des expositions chroniques à faibles doses ou/et les multi-expositions et développement d'outils pour la mesure

de seuils de composés induisant des lésions à l'ADN avec la détermination des seuils critiques au-delà desquels les capacités de réparation n'opèrent plus.

- ✚ Etudes épidémiologiques intégrant les interactions entre facteurs biologiques, expositions environnementales et facteurs socio-comportementaux et visant à explorer des hypothèses étiologiques sur les relations entre certains cancers et des facteurs de risques environnementaux.
- ✚ Etudes épidémiologiques développant les aspects environnementaux dans de grandes cohortes existantes reconnues par les dispositifs TGIR ou/et investissement d'avenir.

Sont considérés hors champs :

- ✚ Etudes épidémiologiques descriptives dont les thèmes de recherche figurent dans les éditions des Appels à projets de l'ANSES Environnement Santé Travail.
- ✚ Dispositifs d'observation et de surveillance des cancers professionnels ou non, dont les thèmes de recherche figurent dans les éditions de l'appel à projets de l'ANSES Environnement Santé Travail.
- ✚ Santé végétale (appels à projets liés au plan ecophyto, et ou au plan d'action 2016 de l'ANR).
- ✚ Les projets financés dans le cadre du PNREST de l'ANSES et toujours en cours de financement, ne sont pas recevables.
- ✚ Risques comportementaux dont les thèmes de recherche figurent dans les éditions de l'appel à projets INCa en SHS 2016.

Il est vivement conseillé de prendre connaissance des textes des appels à projets listés ci-dessus.

3. Critères d'éligibilité et d'évaluation des projets

Pour chaque projet soumis, le consortium désigne un coordonnateur scientifique du projet. En plus de son rôle scientifique et technique, le coordonnateur est responsable de la mise en place des modalités de la collaboration entre les équipes participantes, de la production des documents requis (rapports et bilans), de la tenue des réunions, de l'avancement du projet et de la communication des résultats. Les candidatures de jeunes coordinateurs sont très vivement encouragées.

Les équipes participantes désignent également leur organisme gestionnaire destinataire des financements (qui peut être différent de l'organisme auquel appartient le coordonnateur). L'organisme gestionnaire est contractuellement responsable devant l'Inserm de la mise en œuvre du contrat, de la transmission de l'ensemble des rapports scientifiques et financiers prévus dans la convention.

3.a. Critères d'éligibilité

Pour être considérés éligibles, les projets doivent satisfaire les conditions suivantes:

- ✚ Le projet doit répondre aux objectifs du présent appel à projets et s'inscrire dans un des champs identifiés dans le point 2,
- ✚ Le projet doit avoir une durée de 12 à 36 mois,
- ✚ Le consortium doit associer au minimum deux équipes appartenant des unités de recherche et/ou organismes différents,
- ✚ Le coordinateur de projet doit être un chercheur statutaire d'un organisme public, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un établissement de santé. Il doit être impliqué au moins à 30% de son temps dans le projet,
- ✚ L'organisme gestionnaire du coordinateur de projet ne doit pas être une association,
- ✚ Le dossier de candidature doit être dûment complété et comprendre les documents requis selon les modalités de soumission figurant dans le paragraphe 6.

3.b. Critères d'évaluation

Après vérification des critères d'éligibilité, les dossiers sont soumis à une évaluation écrite par des experts internationaux et par au moins un rapporteur du comité d'évaluation dont les membres ne peuvent être impliqués dans les projets. Les projets ne satisfaisant pas aux critères d'éligibilité ne sont pas évalués. Après publication de la liste des projets sélectionnés, la composition du comité d'évaluation est affichée sur le site internet EVA de l'Inserm. Les avis du comité et des experts sont envoyés sur demande du coordinateur du projet.

Les critères d'évaluation sont les suivants :

- ✚ Innovation et développement:
 - Caractère innovant (stratégie, concept, technologie, etc.),
 - Perspectives en termes de développements ultérieurs.
- ✚ Qualités scientifiques:
 - Pertinence et originalité du projet,
 - Positionnement du projet dans le contexte national et international,
 - Clarté des objectifs.
- ✚ Coordonnateur et équipes participantes:
 - Compétences du coordonnateur dans sa discipline,
 - Complémentarité et/ou pluridisciplinarité des différentes équipes associées au projet,
 - Organisation de la collaboration entre les équipes candidates, planification de la production de documents de synthèse, de la tenue des réunions de suivi et de la mise en forme des résultats.
- ✚ Méthodologie et faisabilité:
 - Pertinence méthodologique,
 - Environnement du projet (ressources humaines, structure d'accueil),
 - Crédibilité du calendrier du projet et du financement demandé.

4. Calendrier de l'appel à projets

Date de publication de l'appel à projets		Septembre 2015
Ouverture du site de soumission des projets		28 Septembre 2015
Date limite de soumission du dossier de candidature	1. Soumission électronique du dossier complet et 2. Envoi papier en 2 exemplaires (dont 1 original signé) par courrier postal	20 Novembre 2015
Date prévisionnelle de réunion du comité d'évaluation		Février 2016
Date prévisionnelle de publication des résultats¹		Mars 2016

5. Règlement administratif et financier

Article préliminaire - Définitions :

Acte attributif d'aide : Convention ou lettre de financement par laquelle l'Inserm notifie à l'Organisme gestionnaire ses droits et obligations au titre de la réalisation du Projet sélectionné. L'acte attributif d'aide prend la forme d'un courrier de notification dans le cas où l'établissement gestionnaire de la subvention est l'Inserm. Ces deux instruments sont désignés ci-après sous le terme générique « Acte attributif d'aide ».

Association de recherche : organisme de droit privé soumis à la loi de 1901, consacrant au moins 50 % de son activité principale à la recherche.

Organisme Gestionnaire : Organisme de recherche gestionnaire de la subvention en vue de la réalisation du Projet de recherche tel que soumis dans le dossier de candidature. L'Organisme gestionnaire est contractuellement responsable de la mise en œuvre du contrat, de la transmission de l'ensemble des rapports financiers prévus dans l'Acte attributif d'aide.

Coordinateur de projet : personne physique responsable de la réalisation scientifique du Projet et désigné dans l'Acte attributif d'aide.

Organisme de recherche : Ce terme désigne toutes entités telles que les organismes publics de recherche (EPST, EPIC, ...), les établissements d'enseignement supérieur (Universités, écoles), les fondations de recherche, les établissements de santé, ou tout autre organisme œuvrant dans le domaine de la recherche.

Partenaires : équipes de recherche participant à la réalisation du Projet de recherche.

Projet : projet de recherche exposé dans le dossier de candidature du chercheur et sélectionné par l'Inserm en vue de son financement dans le cadre du Plan cancer.

Règlement : le présent règlement financier et ses annexes.

¹ Les résultats seront affichés sur le site EVA de l'Inserm :
<https://www.eva2.inserm.fr/EVA/jsp/AppelsOffres/CANCER/index.jsp>

5.a. Champ d'application

Le présent Règlement s'applique aux Organismes Gestionnaires d'une subvention allouée par l'Inserm en vue de la réalisation d'un Projet de recherche sélectionné dans le cadre de la procédure d'appels à projets lancés par l'Inserm. Les procédures d'appels d'offre sont conduites par l'Inserm sous la responsabilité des services suivants : l'ITMO Cancer, le Département de l'Evaluation et du Suivi des Programmes de l'Inserm (DESP) et le groupement d'intérêt scientifique Institut de Recherche en Santé Publique (IReSP) dans le cadre du Plan cancer 2014-2019.

5.b. Contenu du dossier

Le financement est alloué par l'Inserm après sélection du projet effectuée au regard du dossier de candidature déposé par le coordinateur, selon les critères d'éligibilité et d'évaluation du texte de l'appel à projets correspondant.

Le dossier de candidature comprend :

- ✚ Le dossier scientifique ;
- ✚ Le budget du Projet, renseigné dans les annexes financières ;
- ✚ Les CV du coordinateur du projet et du(es) responsables(s) de(s) équipe(s) associée(s) (réunis dans un seul et même fichier) ;
- ✚ Le formulaire administratif à compléter en ligne sur le site dédié au dépôt des dossiers de candidature.

Pour les associations de recherche, les documents complémentaires suivants doivent être joints au dossier de candidature :

- ✚ Les comptes de résultats de l'exercice clos et prévisionnels ainsi que le plan de financement, selon les modèles Inserm.

5.c. Les Organismes gestionnaires

Les équipes appartiennent aux organismes suivants :

- ✚ Organismes publics de recherche (EPST, EPIC, ...),
- ✚ Etablissements d'enseignement supérieur (Universités, écoles),
- ✚ Fondations de recherche,
- ✚ Etablissements publics de santé,
- ✚ Autres organismes œuvrant dans le domaine de la recherche.

La participation de partenaires industriels et/ou d'équipes étrangères est possible dans la mesure où ceux-ci assurent leur propre financement dans le projet.

Le financement d'associations loi 1901 n'entrant pas dans la catégorie des Associations de recherche n'est pas autorisé. La gestion par une association ne pourra être retenue que si elle justifie d'une activité de recherche. Les équipes de recherche publiques ayant un rattachement à un organisme ou une entité publique devront impérativement faire gérer leur subvention par leur organisme public de rattachement ou l'une des tutelles de mixité de leur structure.

De même, l'Inserm s'assurera de la capacité des associations à financer la contrepartie des travaux restant à leur charge. L'Inserm pourra vérifier au cours du processus de sélection que les éventuelles associations partenaires du projet de recherche sont en capacité de financer la part des travaux à réaliser non couverte par l'aide de l'Inserm.

Les associations sélectionnées pour un financement pourront être sollicitées, pendant la phase de finalisation des dossiers administratifs et financiers, pour fournir tous éléments d'appréciation complémentaires.

Dans la mesure où le projet implique plusieurs équipes appartenant à des organismes différents, et bénéficiant d'une partie des fonds attribués, chaque organisme gestionnaire sera signataire d'une convention conclue avec l'Inserm.

5.d. Le Coordinateur

Pour chaque projet soumis, en cas de multiplicité d'équipes participantes², ces dernières désigneront un Coordinateur du projet. Chaque équipe partenaire nomme un responsable scientifique.

En plus de son rôle scientifique et technique, le Coordinateur est responsable de la mise en place des modalités de la collaboration entre les équipes participantes, de la tenue des réunions, de l'avancement et de la communication des résultats. Il est responsable de l'établissement des rapports requis et de leur transmission à l'Inserm.

Le Coordinateur doit être:

- ✚ Un personnel statutaire d'un organisme public de recherche, d'un établissement public d'enseignement supérieur ou d'un établissement public de santé ;
- ✚ Impliqué à 30% minimum de son temps dans le projet.

5.e. Durée du Projet

L'Organisme Gestionnaire et le Coordinateur s'engagent à ce que le Projet soit réalisé selon la durée notifiée dans l'Acte Attributif d'Aide, nonobstant des possibles modifications de durée détaillées à l'article 6.

Cette durée correspond à celle pendant laquelle les dépenses doivent être engagées et payées.

Le Projet commence obligatoirement l'année de la notification de l'Acte attributif d'aide.

5.f. Acte attributif d'aide

1. Forme de l'acte attributif

L'acte attributif prend la forme :

- ✚ Soit d'une convention de subvention signée entre l'Organisme gestionnaire et l'Inserm ;
- ✚ Soit d'un courrier de notification aux équipes bénéficiaires dans le cas où l'organisme gestionnaire est l'Inserm.

2. Informations obligatoires à mentionner dans l'Acte attributif d'aide

L'Acte attributif d'aide est réalisé par l'Inserm sur la base des éléments du dossier de candidature et du texte de l'appel à projets correspondant.

Il contient obligatoirement les informations suivantes :

- ✚ L'intitulé du Projet ;
- ✚ La durée du Projet ;

² Se référer aux critères d'éligibilité

- ✚ La durée de l'Acte attributif d'aide ;
- ✚ Les partenaires participant au projet et le Coordinateur ;
- ✚ Le montant de la subvention et ses modalités de versement ;
- ✚ L'obligation de transmettre à l'Inserm les rapports mentionnés à l'article **5h** du Règlement. L'Acte attributif d'aide précise le calendrier et les modalités d'envoi ;
- ✚ Les annexes de l'Acte attributif d'aide :
 - Annexe 1 : résumé du projet tel qu'écrit dans le dossier de candidature ;
 - Annexe 2 : budget du projet ;
 - Annexe 3 : modèle de justificatif financier.

3. Les documents constitutifs de l'Acte attributif d'aide

Les documents qui constituent l'Acte attributif d'aide et qui prévalent dans l'ordre suivant, notamment en cas de dispositions contradictoires sont :

- ✚ L'Acte attributif d'aide et ses annexes ;
- ✚ Le Règlement.

4. Dispositions particulières

L'Inserm et l'Organisme gestionnaire pourront prévoir dans l'Acte attributif d'aide des obligations particulières et/ou dérogatoires au Règlement justifiées soit par la spécificité du projet financé, soit par la modification du Projet dans le cadre de la procédure d'appel à projets, soit par un accord passé entre l'Inserm et un ou plusieurs de ses partenaires.

5. Notification de l'Acte attributif d'aide

L'Acte attributif d'aide est notifié par un courrier de l'Inserm.

6. Modifications de l'Acte attributif d'aide

L'Inserm procède à la rédaction et signature d'un avenant pour toutes modifications des dispositions de l'Acte attributif d'aide.

Cependant, les prolongations de durée de réalisation du projet, accordées à titre exceptionnel, sont notifiées par simple lettre à l'attention du Coordinateur ou des Organisme(s) gestionnaire(s) de la subvention.

Les prolongations ne peuvent excéder 12 mois.

5.g. Subvention allouée

1. Calcul du montant de l'aide

Le montant de la subvention allouée, lorsqu'il est identique à celui demandé dans le dossier de candidature, prend en compte l'annexe budgétaire renseignée par le Coordinateur lors de son dépôt de candidature.

Si le montant alloué par l'Inserm diffère de celui demandé dans le dossier de candidature, l'Inserm informe par courrier électronique le Coordinateur du montant de la subvention globale qu'il envisage d'allouer pour la réalisation du Projet.

Une nouvelle annexe financière est alors élaborée, datée et signée par l'Organisme Gestionnaire. Dans cette hypothèse, le Coordinateur devra mener le projet de recherche selon les modalités notifiées par l'Inserm.

En cas de refus de renseigner une nouvelle annexe financière ou en cas d'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi du courrier électronique de l'Inserm, aucune subvention ne sera allouée.

La subvention allouée ne peut être inférieure à un montant de 25 000 € par équipe participante au Projet et pour toute sa durée.

2. Assujettissement à la TVA

En raison de l'absence de contrepartie au soutien financier de l'Inserm, et en application des dispositions de l'instruction fiscale 3A-4-08 du 13 juin 2008 de la Direction générale des finances publiques, la subvention allouée par l'Inserm n'est pas soumise à la TVA.

3. Versement de la subvention

a) Echancier

Le versement de la subvention s'effectue pour les Organismes gestionnaires non Inserm à hauteur de 80% à la signature de la Convention, un solde de 20% sera versé après validation des rapports cités à l'article **5h**.

Pour les associations, un premier versement intervient à la signature de la Convention. Les versements ultérieurs, dans la limite de 80% de la subvention, sont effectués après validation des rapports intermédiaires (scientifiques et financiers).

Le versement du solde, soit 20% du montant de la subvention, interviendra après validation des rapports finaux.

Quand l'Organisme gestionnaire est l'Inserm, les crédits correspondant à l'aide sont ouverts par tranches annuelles.

b) Suspension des versements

Si à la date de production du premier rapport scientifique, le projet n'a pas commencé, l'Inserm notifie à l'Organisme gestionnaire ses manquements par l'envoi d'un courrier en recommandé avec avis de réception. Ce courrier enjoint à l'Organisme gestionnaire de remédier aux difficultés constatées dans les deux mois suivant la réception du courrier.

Si au-delà de ce délai l'Organisme gestionnaire défaillant n'a pas remédié à ses manquements, la résiliation est prononcée.

4. Utilisation de la subvention

La subvention versée par l'Inserm doit être utilisée par l'Organisme gestionnaire pour la seule réalisation du projet identifié dans la convention de subvention.

A l'issue du projet de recherche, les sommes non dépensées sont remboursées à l'Inserm dans un délai maximum de 90 jours.

5. Dépenses éligibles

Les dépenses doivent être directement liées au Projet, strictement nécessaires à sa réalisation et dûment justifiées.

a) Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement sont, hors dépense de bureautique et de mobilier, des dépenses éligibles.

Hormis les financements alloués dans le cadre des Actions Equipement des Nouveaux Centres, l'Inserm ne finance les dépenses d'équipement qu'à hauteur maximale de 50 000 € HT. Pour toute dépense d'un montant supérieur, un co-financement doit être envisagé.

b) Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel non permanent sont éligibles.

Pour les établissements de droit privé, les dépenses de personnel en CDI sont éligibles lorsque ces personnels sont affectés au Projet dans le strict cadre de sa réalisation.

Le financement de contrats doctoraux n'est pas autorisé, sauf autorisation expresse accordée par le texte de l'appel à projet concerné.

Les dépenses de personnel affectées à des fonctions administratives ne sont pas éligibles.

c) Les dépenses de fonctionnement

Les prestations de service

Le Coordinateur peut faire exécuter une partie des travaux financés par l'Inserm par des tiers délivrant des prestations de service nécessaires au Projet. Toutefois ces prestations de service ne doivent porter que sur l'exécution d'une partie limitée du Projet et dans le respect des règles relatives au droit de la commande publique.

Les frais de rédaction d'accord de consortium

Les frais de rédaction de l'accord de consortium sont éligibles si les conditions de l'article **5m** du présent règlement sont réunies.

Les autres dépenses de fonctionnement

Les autres dépenses de fonctionnement suivantes sont éligibles :

- ✚ Les dépenses de consommables ;
- ✚ Les dépenses engagées pour les déplacements des chercheurs (missions) dans le cadre et pour les besoins de l'exécution du Projet de recherche ;
- ✚ Les frais de propriété intellectuelle de brevets ou licences induits par la réalisation du Projet ;
- ✚ Les frais liés à la publication des résultats ainsi que les surcoûts éventuels appliqués pour la publication des articles en accès libre ;
- ✚ Les dépenses justifiées par une procédure de facturation interne.

d) Les frais de gestion

Une partie des frais d'administration générale générés par le Projet peut figurer dans les dépenses aidées.

Cette partie de frais d'administration générale est plafonnée à 4 % de la subvention du Projet coût total des dépenses éligibles, elle ne nécessite pas de justificatif financier.

e) La TVA

Pour les Partenaires non assujettis ou partiellement assujettis à la TVA, la part de TVA non récupérable sur les dépenses éligibles au projet constitue une dépense éligible.

6. Fongibilité

La subvention versée par l'Inserm est fongible au sein du poste des dépenses de fonctionnement. Le transfert de budget vers les dépenses de personnel ne peut se faire qu'après accord de l'Inserm.

7. Autres dispositions

Si le montant de la subvention versée par l'Inserm ne couvre pas l'intégralité des dépenses liées à la réalisation du Projet, l'Organisme gestionnaire s'engage à compléter le financement, permettant sa bonne exécution, soit sur ses propres ressources, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs co-financements.

Dans cette dernière hypothèse, l'Organisme gestionnaire informera l'Inserm, en cas de co-financement obtenu postérieurement à la notification de la convention, du nom du co-financeur et du montant de son co-financement.

5.h. Rapports scientifiques et financiers

1. Rapports scientifiques

Le Coordinateur adresse des comptes rendus selon les modalités définies dans l'Acte attributif d'aide. Leur transmission suit le calendrier suivant :

- ✚ Un rapport d'étape 6 mois après le début du projet pour les projets lancés par l'ITMO Cancer et le DESP ;
- ✚ Un rapport à mi-parcours du projet pour les projets excédant une durée de deux ans ;
- ✚ Un rapport final au plus tard 2 mois après la fin du projet.

La non-production des rapports scientifiques intermédiaires ou finaux entraîne le reversement de la totalité des sommes versées par l'Inserm.

L'évaluation scientifique des rapports intermédiaires et finaux peut conduire l'Inserm à solliciter des informations complémentaires, à suspendre ou à mettre fin au soutien financier accordé en cas de non-respect du Projet ou d'utilisation du financement pour un autre projet.

2. Rapports financiers

Les rapports financiers sont établis selon les modalités définies dans l'Acte attributif d'aide et le Règlement ; ils présentent les dépenses mandatées pendant la durée du Projet.

Les associations adressent un rapport financier intermédiaire à la date anniversaire de l'acte attributif.

Les Organismes gestionnaires remettent un rapport financier final au plus tard 2 mois après la fin du Projet.

Les rapports financiers sont signés par le Coordinateur et un cadre financier et comptable en mesure de représenter l'Organisme gestionnaire.

Ils sont transmis à l'Inserm par l'Organisme gestionnaire de la subvention.

Les dépenses liées éventuellement à la certification des dépenses par un auditeur externe à l'Organisme gestionnaire sont des dépenses éligibles.

A l'issue du Projet, en cas de reliquat constaté sur les sommes versées par l'Inserm, le reliquat sera reversé par l'Organisme gestionnaire à l'Inserm.

5.i. Autres engagements du Coordinateur et de l'Organisme gestionnaire

Le Coordinateur est tenu d'informer l'Inserm de toute modification substantielle du Projet de recherche par rapport au contenu du dossier de candidature/ de l'Acte Attributif d'Aide ou des difficultés entravant la réalisation du Projet de recherche.

Il s'engage également à participer activement aux opérations de suivi du projet organisées par l'Inserm/l'ITMO Cancer (séminaires de restitution colloques...).

L'Organisme gestionnaire informe l'Inserm en cas de changement d'adresse ou de coordonnées bancaires.

5.j. Ordonnateur – comptable assignataire

L'ordonnateur des subventions et des transferts de crédits est le Président Directeur Général de l'Inserm et, par délégation, le Directeur du département des affaires financières

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

5.k. Contrôle technique et financier

L'Inserm se réserve la possibilité d'organiser, pendant la durée du projet, une visite sur site en concertation avec l'Organisme gestionnaire et le Coordinateur du Projet.

L'utilisation de la subvention versée au titre de de l'Acte attributif d'aide pourra faire l'objet, pendant la durée du Projet et dans les 2 années qui suivent son expiration, d'un contrôle ou d'un audit de la part de l'Inserm, réalisé par l'Inserm ou par un cabinet mandaté par lui à cet effet, sur pièces et/ou sur place.

L'Organisme gestionnaire doit pouvoir justifier de l'affectation au projet du personnel financé ainsi que de toutes les dépenses réalisées sur la subvention.

L'Organisme gestionnaire doit être en mesure de fournir tous les documents et justificatifs administratifs, comptables et juridiques relatifs à l'utilisation de la subvention.

Il est rappelé que, s'agissant de fonds publics, ces financements peuvent faire l'objet d'un contrôle de la part des différents organes de contrôle de l'Etat.

5.l. Publications – communication

1. Publications

Toutes les publications issues du projet de recherche font mention du soutien financier selon ces termes :

« Avec le soutien financier de l'ITMO Cancer AVIESAN (Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé) dans le cadre du Plan cancer »

Ou

« Avec le soutien financier de l'IRESP dans le cadre du Plan cancer »

Pour les publications en anglais :

"With financial support from ITMO Cancer AVIESAN (Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé, National Alliance for Life Sciences & Health) within the framework of the Cancer Plan"

Ou

"With financial support from IReSP within the framework of the Cancer Plan"

Ces publications sont transmises à l'Inserm pour information, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les cinq (5) jours suivant la publication.

L'action 13.5 du Plan cancer incite le partage des informations et des données aux niveaux national et international entre professionnels et avec le grand public. Ainsi, il est recommandé de publier les résultats dans des revues à accès gratuit et de déposer les publications dans des archives ouvertes de type HAL.

2. Diffusion d'un résumé du projet

Le Coordinateur autorise la diffusion, des résumés en anglais et en français du projet contenu dans le dossier de candidature. Le texte sera envoyé par courrier électronique, avant toute diffusion, au Coordinateur pour validation de son contenu. A défaut de réponse dans les 45 jours de cet envoi, la validation sera réputée acquise.

3. Production d'une analyse d'impact

Le Coordinateur s'engage à produire, pour diffusion ultérieure sur le site internet de l'ITMO Cancer, une étude d'impact résumant l'apport du projet soutenu à la lutte contre le cancer.

5.m. Propriété intellectuelle

L'Inserm n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle en qualité de financeur afférent des appels à projet et des subventions. Ces droits de propriété intellectuelle sur les travaux et les résultats issus du Projet sont acquis aux organismes gestionnaires du projet. En cas de pluralité d'organismes gestionnaires, ces derniers s'entendent sur la répartition des droits de propriété intellectuelle.

La rédaction d'un accord de consortium est fortement conseillée dès lors que :

- ✚ Le montant total de la subvention est supérieur à 250 000 € ;
- ✚ Plus de trois partenaires sont impliqués dans le Projet.

Elle devient obligatoire dès qu'un organisme gestionnaire de droit privé devient partenaire du Projet.

5.n. Confidentialité

L'Inserm s'engage à conserver confidentielles les informations obtenues à l'occasion de l'exécution du projet, notamment celles contenues dans le rapport d'activité, ci-après dénommées « les informations ». L'Inserm s'interdit notamment d'en divulguer le moindre élément à tout tiers, et sous quelque forme que ce soit sans accord écrit du coordinateur, sauf au comité de pilotage du Plan cancer.

Toutefois l'Inserm ne sera plus astreint au secret pour un élément d'information particulier lorsqu'il est à même de prouver que :

- ✚ L'information est disponible dans le domaine public sans qu'il y ait eu violation de la convention de subvention ou du Règlement ;
- ✚ L'information est déjà connue de l'Inserm à la date de la signature de la convention ;
- ✚ L'information devient librement disponible à partir d'une autre source ayant le droit d'en disposer.

5.o. Protection des données personnelles

Les informations à caractère personnel collectées dans le dossier de candidature seront informatisées afin de permettre l'instruction des dossiers puis le suivi administratif et financier des projets de recherche. Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, les personnes dont les données sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations les concernant. Ils pourront exercer ces droits en s'adressant à l'Inserm, Département des affaires juridiques, 101 rue de Tolbiac 75013 PARIS.

5.p. Règlement des litiges

Pour toute contestation qui s'élèverait entre l'Inserm et l'Organisme gestionnaire relative à l'interprétation ou à l'exécution de l'Acte attributif d'aide, ces derniers s'engagent à soumettre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à des conciliateurs désignés par chacune d'elles, à moins qu'elles ne s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique.

Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par la partie une solution amiable dans un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

A défaut de conciliation, le juge administratif est saisi du différend lié à l'application de l'Acte attributif d'aide.

5.q. Entrée en vigueur du règlement

Le présent Règlement entre en vigueur à compter de sa date de publication et s'applique aux subventions allouées par l'Inserm dans le cadre de la programmation des appels à projets 2015 et suivants.

6. Modalités de soumission

La soumission de votre dossier de candidature comporte 2 étapes obligatoires:

1- Inscription sur le site EVA de l'Inserm et soumission du dossier de candidature en ligne



2- Envoi de votre dossier de candidature au format papier

Les deux formats, électronique et papier, sont identiques excepté les signatures qui ne sont exigées qu'en version originale papier.

6.a. Dossier de candidature

Le dossier de candidature devra comprendre l'ensemble des éléments requis et nécessaires à l'évaluation scientifique, technique et financier du projet. Il est recommandé de produire une description scientifique et technique de la proposition de projet en anglais dans la mesure où l'évaluation est réalisée par des personnalités non francophones. Au cas où la description scientifique et technique serait rédigée en français, une traduction en anglais pourra être demandée dans un délai compatible avec les échéances du processus d'évaluation.

Le dossier de candidature comprend 5 documents :

-  **Le document scientifique complété (à télécharger sur le site EVA),**
-  **Les annexes financières complétées (à télécharger sur le site EVA),**

- ✚ Les CV du coordinateur et du(es) responsable(s) d'équipes associées, à réunir dans un seul document (au format word ou pdf),
- ✚ Le formulaire administratif complété en ligne sur le site EVA,
- ✚ Le Relevé d'Identité Bancaire de chaque organisme gestionnaire (dossier papier uniquement)

6.b. Procédure de soumission électronique

Site Web: https://www.eva2.inserm.fr/EVA/jsp/AppelsOffres/CANCER/index_F.jsp

Cette procédure de soumission, à partir du site EVA de l'Inserm, comprend:

- ✚ L'identification du candidat (nom, prénom et email) permettant la réception d'un code utilisateur et d'un mot de passe donnant accès à un espace personnel sécurisé sur EVA,
- ✚ La partie administrative sous forme d'un formulaire à compléter en ligne,
- ✚ Le dépôt par téléchargement des documents demandés (document scientifique, annexes financières et CV du coordinateur de projet et des responsables des équipes participantes).

Dans le cadre du présent appel à projets les associations doivent transmettre les documents complémentaires suivants :

- ✚ Les comptes de résultats de l'exercice clos et prévisionnels ainsi que le plan de financement, selon les modèles Inserm.

Date limite de soumission: 20 Novembre 2015

Il est fortement conseillé de ne pas attendre la date limite de clôture de l'appel pour soumettre sa proposition de projet.

6.c. Format papier

Le dossier de candidature en deux exemplaires dont 1 original dûment signé par les personnes responsables (organismes gestionnaires + coordonnateur scientifique du projet + responsable(s) d'équipe(s)), et envoyé à l'adresse suivante:

Inserm – DESP
Plan cancer – AAP «Environnement et Cancer»
101, rue de Tolbiac
75013 Paris

Date limite de soumission: 20 Novembre 2015 (le cachet de la poste faisant foi)

7. Publication des résultats

La liste des projets financés sera publiée sur le site Internet EVA de l'Inserm. Pour ces projets, le résumé (en français) sera publié ultérieurement, chaque candidat sera contacté pour confirmer le contenu ou proposer une version publiable. Les résultats seront communiqués par écrit aux coordonnateurs des projets sélectionnés.

8. Contacts

Pour toute information, vous pouvez contacter:

- pour les aspects scientifiques et techniques: plancancerevr@inserm.fr
- pour les aspects administratifs et financiers: plancancer.daf@inserm.fr
- pour les questions relatives à la soumission électronique: eva@inserm.fr

Un guide du candidat est disponible sur le site Eva, n'hésitez pas à le consulter.